



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

La Fonction publique : un investissement pour l'avenir !

MAL PAYÉ-E
MÉPRISÉ-E
PRÉCARISÉ-E

ASSEZ !

Grève le 22 mai



"La FSU n'accepte aucun recul et juge nécessaire aujourd'hui de conforter la Fonction publique et le rôle des agents."



"Pour le SNES, les personnels du second degré vont subir les conséquences de cette politique de remise en cause du service public."

Dans le second degré, la politique du gouvernement conduit à **des dotations horaires des collèges qui se réduisent** et à un assouplissement de la réforme qui ne règle pas les problèmes de la réforme.

En lycée, la réforme conduit à la **destruction des séries générales** qui offraient des repères pour les élèves, à des tronc communs qui masquent des **suppressions de postes**, et à une **spécialisation précoce des élèves qui renforcera les inégalités**.

L'examen national du **bac** avec des épreuves anonymes préparées sur la durée est transformé en **examen local, compliqué et chronophage : évaluation permanente** en première et terminale (20 à 30 épreuves), **poids important du contrôle local** renforçant les déterminismes locaux et menaçant certains établissements. L'accès à l'université n'est plus garanti pour les bacheliers et les CIO sont menacés.

Après la réforme libérale du code du travail qui affaiblit les protections des salariés du privé, le gouvernement s'attaque maintenant aux services publics et à leurs agents. Il présente unilatéralement le statut des cheminots et celui des fonctionnaires comme un frein aux évolutions et un coût qui serait insupportable dédouanant ainsi la responsabilité de l'État des sous-investissements dans les services publics. Ainsi, il prend le risque d'accroître les inégalités.

Les projets austéritaires du gouvernement pour réformer la Fonction publique visent à réduire les possibilités d'actions de l'État et des collectivités territoriales et ne prennent pas en compte les besoins exprimés par les usagers.

Les conséquences sont prévisibles :

L'abandon au secteur privé de certaines missions actuellement assurées par les agents publics. Cela n'améliorera en rien les services aux usagers et le coût sera tout aussi élevé pour eux voire plus puisqu'il s'agira de les rentabiliser. Mais bien sûr les actionnaires feront eux des bénéficiaires...

La mise en concurrence de services aujourd'hui assurés en partie par l'État et les collectivités : éducation, santé, transport... Ce qui n'offre aucune garantie d'amélioration des services au contraire puisqu'ils ne seront plus soutenus par l'État et ne seront plus tenus de répondre aux exigences de principes comme celui de l'égalité.

La réduction des moyens des services publics avec la suppression de 120 000 emplois dont 50 000 dans la fonction publique de l'État sur les quatre prochaines années. C'est moins de services publics: horaires d'ouverture au public encore plus limités, nouvelles fermetures de services dans les zones rurales et dans les quartiers périphériques, nouvelles dégradations des conditions de travail des agents...

La réduction des protections des agents publics : recrutements de contractuels en lieu et place de fonctionnaires, c'est réduire les principes qui font la force de la Fonction publique pour les usagers comme pour les agents : neutralité des agents publics, indépendance vis-à-vis des politiques, absence de corruption... remise en cause des garanties d'équité dans l'avancement, l'affectation ou l'évaluation par une réduction du rôle des CAP...

Les services publics, une réponse tout au long de la vie

Pompiers Ecoles AGENT-ES D'ACCUEIL aide-soignant-es
Travailleurs sociaux Piscine Enseignant-es magistrat-es
Maternité Crèche Etat civil JARDINIER-ES
Contrôleuses des impôts Garderie Transports en commun
Hôpital Bibliothèque Policier-es Infirmières Urgences

Comment se passer aujourd'hui de toutes et tous ces agents qui, chaque jour, font vivre la Fonction publique ?

La Fonction publique est un investissement et non un coût pour la Nation !

Le Conseil d'analyse économique dans sa note de juillet 2017 écrit que : «la part de l'emploi public dans l'emploi total n'y est pas systématiquement supérieure aux autres pays de l'OCDE».

Avec les organisations CFE-CGC, CFTC, CGT, FA fp, FO, Solidaires, UNSA et CFDT, la FSU appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 22 mai prochain pour :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et les créations d'emplois statutaires nécessaires
- un plan de titularisation des contractuels et de nouvelles mesures pour combattre la précarité
- la préservation du statut général des fonctionnaires
- l'amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous les agents
- l'ouverture de discussions pour répondre mieux aux besoins de la population et permettre aux agents de remplir correctement toutes les missions des services

La Fonction publique est un pilier du modèle social de notre pays qui joue un rôle essentiel dans la cohésion sociale et contribue à plus de justice sociale.

Dans l'Education Nationale, pour le SNES-FSU :

- les **collèges doivent avoir des DHG permettant des effectifs limités en classe et du temps en demi-classe.**
- **L'organisation du lycée doit rester lisible** pour les familles, sans exiger une spécialisation dès la fin de la seconde.
- **Le bac doit rester un examen terminal national** sans contrôle continu ni inflation du nombre d'évaluations précoces afin que les élèves aient le temps de s'y préparer.



Rendez-vous :

10 h 00 à SENS Place de l'Hôtel de Ville

14h00 à AUXERRE Maison des Syndicats



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN